

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 22 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DES COUDRAYS

103a avenue Henri Fréville
Immeuble Le Méridien chez Falck Energies renouvelables
35200 RENNES

Références : VAT20220559
Code AIOT : 0010011873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement Parc éolien des Coudrays implanté Les Coudrays 18500 STE THORETTE. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DES COUDRAYS
- Les Coudrays 18500 STE THORETTE
- Code AIOT : 0010011873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le parc éolien du coudrays est composé de 4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2,5 MW et d'un poste de livraison.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre de la maintenance
- Gestion de la formation et des situations d'urgence
- Suivi du bridage du parc

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
15	moyens d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
3	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
4	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
5	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
7	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	tests arrêts et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	/	Sans objet
10	contrôles visuels pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	/	Sans objet
11	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	/	Sans objet
12	registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
13	déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
16	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
17	détection glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
18	Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des ...	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2	/	Sans objet
19	Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des ...	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu les chemins d'accès et abords des éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le dernier rapport de contrôle de conformité de la société SOCOTEC n°EN2G0/22/6901 du 24/08/2022 pour les contrôles périodiques de conformité électrique du parc (et notamment contrôles de mise à la terre des installations) réalisés le 06/07/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le balisage des éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu l'accès verrouillé pour les éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le panneau et les informations attendues au niveau du chemin d'accès des éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. « La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas procédé à des exercices d'entraînements sur le site pour s'entraîner aux procédures à suivre en cas d'urgence.</p>
<p>Observations : Le personnel d'exploitation ainsi que le personnel NORDEX intervenant pour la maintenance sont formés aux risques accidentels, formation qui comprend notamment des exercices de mise en situation.</p> <p>Chaque personne amenée à réaliser des interventions sur le parc doit prendre connaissance du plan de prévention qui présente les consignes à suivre en cas d'urgence. Elle signe un registre qui est consulté par l'exploitant à chaque intervention.</p> <p>Vu la présence dans ce registre du personnel ayant réalisé les opérations de maintenance du 25/06/2022 sur l'éolienne E2.</p> <p>Aucun exercice d'entraînement n'a été réalisé sur le parc. L'exploitant indique avoir engagé une démarche avec le SDIS et le GRIMP pour réaliser, en octobre 2022, un exercice sur le site. Une première visite a eu lieu avec ces acteurs pour leur présenter la configuration du site le 20 mai 2022. L'inspection précise qu'un exercice d'évacuation d'urgence d'une personne blessée ne relève pas du risque accidentel au sens du code de l'environnement. La présence du SDIS n'est pas indispensable pour réaliser un exercice d'entraînement tel qu'imposé par le présent article.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu l'intérieur des éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : tests arrêts et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>« Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Vu le rapport de maintenance "Test fonctionnel des dispositifs de sécurité" pour l'éolienne E2 (81620) présentant les résultats des différents tests d'arrêt d'urgence réalisés le 04/07/2022.</p> <p>Vu le dernier rapport de contrôle de conformité de la société SOCOTEC n°EN2G0/22/6901 du 24/08/2022 pour les contrôles périodiques de conformité électrique du parc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Vu le rapport de maintenance préventive type 4 pour l'éolienne E2 (81621) du 25/06/2022 présentant notamment les résultats du contrôle visuel du mât et des fixations de pales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : contrôles visuels pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu le compte-rendu des contrôles visuels "Inspection Report Rotor Bladed" réalisés en mai 2022. Le second contrôle visuel pour 2022 est prévu pour octobre prochain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité Liste SIS toutes classes turbines_Nordex_202109_R01. Vu le rapport annuel de maintenance "Test fonctionnel des dispositifs de sécurité" pour l'éolienne E3 (81622) de juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant regroupe informatiquement l'ensemble des opérations de maintenance dans un répertoire pour chaque aérogénérateur. Ces documents sont également accessibles pour les équipes de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant dispose d'un conteneur pour le parc éolien au pied de l'éolienne E3. Une fois plein, ce conteneur est évacué et les déchets orientés vers les filières adaptées. Vu les bordereaux de suivi des déchets évacués en août 2021. Pour rappel, le producteur du déchet reste l'exploitant du parc et la mention NORDEX en plus du "Parc des Coudrays" peut porter à confusion. Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constaté au niveau des éoliennes E3 et E4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : pas d'écart constaté.
<p>Observations : Vu le "PLAN DE PREVENTION DE LES COUDRAYS" qui présente les différentes consignes de sécurité portées à la connaissance du personnel intervenant.</p> <p>Chaque intervenant sur l'installation prend connaissance de ce plan de prévention et signe le registre qui est contrôlé par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant doit s'assurer qu'en cas de dysfonctionnement anormal identifié par la surveillance automatique d'une éolienne et relayé au centre de pilotage à distance, la chaîne d'alerte mise en place par l'exploitant garantit le respect des délais attendus.
Observations : Selon l'exploitant, la mise en œuvre des consignes présentées dans le plan de prévention permet le respect des exigences de l'article 23. Vu le rapport d'alarme du 17/08/2022 indiquant l'activation de la chaîne de sécurité (SafetyChain activated) à 00:30:30 suite à report d'alarme COU1. Une intervention sur site pour une inspection visuelle a été menée le 17/08/2022. Dans le cas d'une détection automatique notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ne dispose pas d'une note d'organisation permettant de s'assurer du respect des délais de l'article 23. La liste des alarmes de détection automatique nécessitant la mise en œuvre de ces délais doit également être précisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu la présence des extincteurs en pied des éoliennes E3 (81622) et E4 (81623).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : détection glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu la prise en compte du risque de formation de glace et la procédure associée dans le "plan de prévention" et les conditions d'arrêt et de redémarrage présentés dans le "Manuel d'utilisation - K0801_024993_FR".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre, à compter du 15 septembre 2021, un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc éolien des COUDRAYS:- du 15 juin au 31 octobre inclus ;- et en cas de vitesse de vent inférieure à 6,5 m/s ;- et en cas de température supérieure à 11 °C
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu l'arrêt des éoliennes du 08/08/2022 à partir de 00h28 (données SCADA) pour une vitesse de vent 4,5 m/s et une température de 20,8°. Le redémarrage du parc est intervenu à 5h40 pour une vitesse de vent supérieure à 6,5 m/s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris prévoyant notamment :- la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ;- l'analyse des causes de la mortalité (la mortalité massive s'apprécie notamment par la récurrence de la découverte de cadavres sur plusieurs jours au la découverte de plusieurs cadavres trouvés en une fois);- l'information de l'inspection des installations classées,Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Vu la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris. Les intervenants sont sensibilisés aux actions à mettre en œuvre au travers d'une mention dans le plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe I : Fiche de visite

DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE - FICHE DE VISITE

Établissement (Nom, Commune, n°AIOT) : AIOT VECTOR RENEWABLES, SAINTE THORETTE, (0010011873) Installations inspectées : éoliennes E3 et E4	Date de la visite : 09/09/2022
Fiche n°1/1	

Partie I réservée à l'Exploitant	Par la présente et en application des articles L.171-1 et L.172-5 du Code de l'environnement, je déclare autoriser les inspecteurs à accéder à l'ensemble des locaux techniques et professionnels objets de la visite d'inspection menée dans le cadre des missions de contrôle installations classées ⁽¹⁾ ou aux locaux à usage d'habitation, en présence de l'occupant ⁽²⁾ .
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽¹⁾ : Bertrand Le Mouëllic - Président <input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur

Au-delà des non-conformités portées sur cette fiche, notifiées lors de la visite d'inspection, au regard des points contrôlés, l'inspecteur conserve toute latitude pour notifier de nouvelles non-conformités lors de la rédaction du rapport d'inspection.

	N° ordre	Référence réglementaire	Libellé de la non-conformité
Partie réservée à l'inspection	1	Art. 15 AM du 26/08/11	L'exploitant n'a pas procédé à des exercices d'entraînements sur le site pour s'entraîner aux procédures à suivre en cas d'urgence.
	2	Art. 23 AM du 26/08/11	L'exploitant doit justifier qu'en cas de dysfonctionnement anormal identifié par la surveillance automatique d'une éolienne et relayé au centre de pilotage à distance, la chaîne d'alerte mise en place par l'exploitant garantit le respect des délais attendus.
	Autres points :		

Noms des inspecteurs : Baptiste DANNEROLLE	Visas : 
--	---

Partie II réservée à l'Exploitant	Je reconnais avoir pris connaissance des non-conformités formulées par les inspecteurs, des éventuels délais énoncés et formule les premières observations éventuelles ci-dessous ⁽²⁾ :
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽¹⁾ : Bertrand Le Mouëllic - Président <input checked="" type="checkbox"/> Adresse mail pour l'envoi du rapport d'inspection : bertrand.lemouellic@falckrenewables.com / clabbe@vectorenrenewables.com <input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile.

⁽²⁾ Au-delà des observations portées sur cette fiche, l'exploitant conserve toute latitude sur la base des constats faits en inspection ou du contenu des documents recueillis lors de celle-ci, confrontés au référentiel réglementaire pour s'exprimer de façon plus complète, sur les sujets cités dans la présente fiche.

